

Les députés demandent davantage de fonds en 2017 pour l'emploi et la jeunesse

Le Parlement a demandé davantage de fonds pour aider les jeunes à accéder à l'emploi, soutenir la croissance économique et aider les pays tiers à mieux faire face à la crise migratoire, mercredi. Les députés ont par ailleurs annulé les coupes proposées par le Conseil et s'attendent à ce que certains fonds additionnels proviennent de nouveaux crédits, via la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne.

Les députés ont fixé le montant des fonds pour 2017 à 160,7 milliards d'euros (+4,1 milliard par rapport au projet de budget) pour les engagements et 136,7 milliards (+2,5 milliards) pour les paiements.

"L'Union doit faire face à un nombre sans précédent de défis. Si nous voulons vraiment nous y attaquer, il nous faut un budget à la hauteur. Lorsque nous avons négocié le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2014-2020 en 2013, beaucoup moins de réfugiés arrivaient en Europe chaque année. Nous devons reconnaître que la situation a changé. Il nous faut un budget plus ambitieux, et une révision intelligente du CFP car l'actuel est obsolète", a déclaré le rapporteur (section Commission) [Jens Geier](#) (S&D, DE).

"Nous allons pousser dans ce sens lors des négociations avec le Conseil sur le budget 2017. Le chômage des jeunes est encore beaucoup trop élevé en Europe. Nous demandons qu'1,5 milliard d'euros soit mis à disposition de l'initiative pour l'emploi des jeunes, ce qui sera possible en révisant le CFP", a-t-il ajouté.

"Le Parlement a décidé de placer 20% des rémunérations des anciens commissaires en réserve jusqu'à ce que la Commission mette en place un code de conduite plus strict pour empêcher les conflits d'intérêt et les 'portes tournantes'. Nous frappons les anciens commissaires là où le bât blesse, au portefeuille. Je suis confiant que cela encouragera la Commission à agir, à la lumière des récentes révélations, et afin de reconquérir la confiance des citoyens de l'Union", a déclaré le rapporteur pour les autres sections [Indrek Tarand](#) (Verts/ALE, EE).

La résolution sur la position du Parlement à propos du budget 2017 a été approuvée par 446 voix en faveur, 184 contre, avec 60 abstentions.

Jeunesse, croissance, emploi

Les députés ont ajouté 1,5 milliard d'euros en crédits d'engagement pour l'initiative pour l'emploi des jeunes, afin d'aider ceux-ci à trouver un emploi.

Ils ont également décidé de restaurer les budgets initiaux pour le programme Connecting Europe Facility (CEF), qui finance les projets d'infrastructure, et le programme Horizon 2020, qui soutient des projets de recherche. Ces deux programmes ont subi des coupes afin de financer la contribution de l'UE au fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI). Les crédits d'engagement correspondants représentent une augmentation de 1,24 milliard par rapport à la proposition initiale.

Ces fonds additionnels devraient être mis à disposition via la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne, qui est en cours, ont dit les députés.

Refugiés et crise migratoire

Le financement de l'accord avec la Turquie sur les réfugiés ainsi que d'autres fonds et instruments *ad-hoc* ne doit pas se faire au détriment de l'action extérieure existante de l'Union, en particulier de sa politique de développement, estiment les députés. Ils doutent que les financements des projets dans les pays tiers soient suffisants, en particulier vu la crise migratoire en cours.

Les députés ont ainsi annulé les coupes prévues par le Conseil dans ce domaine (Titre 4, "Une Europe globale") et ont restauré les niveaux de 2016 pour les lignes budgétaires ENI pour la méditerranée et l'aide humanitaire.

Agriculture

Les députés ont augmenté les crédits d'engagement pour l'agriculture de 600 millions d'euros par rapport à la proposition, afin de contrer la crise du secteur laitier et les effets de l'embargo russe.

Culture

Le Parlement a renforcé le budget alloué à la culture, à la communication et à la citoyenneté, en particulier le sous-programme MEDIA et les actions multimédia.

Prochaines étapes

Le vote en plénière ouvre une période de trois semaines de "conciliation" avec le Conseil (jusqu'au 17 novembre), avec l'objectif de parvenir à un accord entre les deux institutions à temps pour que le budget puisse être voté par le Parlement et signé par son Président en décembre.

Si le Parlement et le Conseil échouent à se mettre d'accord sur le budget 2017 avant la fin de la procédure, la Commission devra déposer un nouveau projet de budget.

Procédure: budgétaire

.....

1.5 milliard d'euros

: pour aider les jeunes à trouver un emploi

.....

En savoir plus

[Parcours législatif](#)

[Indrek Tarand \(Greens/EFA, EE\)](#)

[Jens Geier \(S&D, DE\)](#)

[texte adopté \(2016/2047\(BUD\)\) disponible en cliquant à la date du 26.10.2016](#)

[Vidéo du débat \(25.10.2016\)](#)

[Vidéo del a conférence de presse \(26.10.2016\)](#)

[EbS+ \(25.10.2016\)](#)

[Etude EPRS](#)

[Tableau comparatif pour le budget 2017 \(Commission - Conseil - Parlement européen\)](#)

[Budget 2017: Documents](#)

Interview du rapporteur

[Jens Geier : le Brexit aura déjà un impact sur le budget de l'UE pour 2017](#)

Contacts

Armin WISDORFF

Press Officer

 (+32) 2 28 40924 (BXL)

 (+33) 3 881 73780 (STR)

 +32 498 98 13 45

 [@EP_Budgets](#)

 budg-press@europarl.europa.eu

.....

Communiqué de presse

Baptiste CHATAIN

Press Officer

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ presse-fr@europarl.europa.eu



Les députés adoptent leur position sur le budget 2017 avant les négociations avec le Conseil, et insistent sur le fait que le budget de l'année prochaine et la révision du cadre financier pluriannuel soient négociés comme un paquet